



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Agriculture et ruralité : les nouveaux rapports

Mr Bernard Kayser

Résumé

L'observation de l'état actuel des relations entre agriculteurs et ruraux incite à penser qu'on est encore loin de la rupture. La notion englobante de ruralité conserve un sens et les convergences culturelles entre habitants de l'espace rural le démontre. Mais l'analyse des rapports économiques, marchands et non-marchands, et des rapports sociaux et politiques entre les diverses catégories d'agriculteurs et les non moins diverses catégories de ruraux non agricoles, actifs et inactifs, montre la complexité actuelle de la situation. L'alliance des agriculteurs et des ruraux est nécessaire à la préservation et au développement de l'espace rural, mais elle n'est pas évidente : elle reste à construire.

Abstract

Observation of the present relationship between farmers and non-agricultural population invites one to think that a possible rupture is still unlikely. The inclusive notion of rurality preserves its meaning and the cultural convergence between countryside inhabitants demonstrates it well. The present situation is particularly complex. This is shown by analysis of economic, social and political relations between the farmers of various categories and the not less diverse categories of non-farmer active or inactive population. The alliance of agricultural and rural population matters, concerning the rural areas protection and development. But it isn't obvious : it has to be built up.

Citer ce document / Cite this document :

Kayser Bernard. Agriculture et ruralité : les nouveaux rapports. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 14-18;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4175>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4175

Fichier pdf généré le 08/05/2018

AGRICULTURE ET RURALITÉ: LES NOUVEAUX RAPPORTS

Bernard KAYSER*

Résumé :

L'observation de l'état actuel des relations entre agriculteurs et ruraux incite à penser qu'on est encore loin de la rupture. La notion englobante de ruralité conserve un sens et les convergences culturelles entre habitants de l'espace rural le démontre. Mais l'analyse des rapports économiques, marchands et non-marchands, et des rapports sociaux et politiques entre les diverses catégories d'agriculteurs et les non moins diverses catégories de ruraux non agricoles, actifs et inactifs, montre la complexité actuelle de la situation. L'alliance des agriculteurs et des ruraux est nécessaire à la préservation et au développement de l'espace rural, mais elle n'est pas évidente : elle reste à construire.

AGRICULTURE AND RURALITY : THE NEW RELATIONSHIPS

Summary :

Observation of the present relationship between farmers and non-agricultural population invites one to think that a possible rupture is still unlikely. The inclusive notion of rurality preserves its meaning and the cultural convergence between countryside inhabitants demonstrates it well. The present situation is particularly complex. This is shown by analysis of economic, social and political relations between the farmers of various categories and the not less diverse categories of non-farmer active or inactive population. The alliance of agricultural and rural population matters, concerning the rural areas protection and development. But it isn't obvious : it has to be built up.

Entre agriculture et ruralité, est-ce, comme on le dit maintenant, la fin d'une histoire commune ? Un tableau prospectif, poussé au noir, peut conduire à répondre à cette question par l'affirmative. Voici, dans les zones vivantes et productives, des agriculteurs actifs, qui vivent sur leurs fermes à l'écart des villages et en dehors des sociétés locales recomposées. Voilà, dans l'espace rural marginalisé, d'anciens agriculteurs qui achèvent leur vie, isolés, dans des villages désertés presque toute l'année. Et, de l'autre côté de la barrière, voilà un peu partout des « ruraux non agricoles » qui tendent à pratiquer l'espace rural comme des citadins à la campagne. Ce tableau, loin d'être invraisemblable, est celui du divorce.

Mais l'observation et l'analyse de la situation actuelle, l'examen attentif des germes et des facteurs d'évolution, permettent d'imaginer des scénarios moins pessimistes, sauf irruption de changements provoqués par des forces exogènes brutales. Trois raisons militent en effet en faveur d'une prévision du maintien d'un certain équilibre et de rapports étroits entre agriculture et ruralité. Premièrement, les agriculteurs, et peut-être même les paysans, sont encore nombreux dans l'espace rural français : malgré l'incontestable facteur démographique, ce n'est pas la fin ! Deuxièmement, ces agriculteurs sont au plus haut point intéressés à la gestion de l'espace communal et ne sont pas prêts à lâcher les pouvoirs que leur donne le fait d'en être très majoritairement les maîtres. Troisièmement, une

bonne partie de la population villageoise non agricole a des racines rurales, très souvent locales : jamais partis vraiment, ou revenus, ces ruraux sont proches des agriculteurs.

CONVERGENCES CULTURELLES

L'identification et la classification, par catégories, des agriculteurs et anciens agriculteurs, d'une part, et des ruraux non agricoles, actifs ou non, d'autre part, nécessitent une analyse fine qu'on a tentée par ailleurs (Kaiser, 1990). Considérons cependant ici, pour la commodité du raisonnement et des hypothèses, que les deux sous-ensembles ont suffisamment de caractéristiques propres pour être consistants en tant que tels. La culture offre, à cet égard, un champ d'investigation qui ne manque pas d'intérêt.

On sait bien qu'aujourd'hui le mode de vie quotidien tend à effacer rapidement la singularité paysanne. Même si certains indices montrent que les agriculteurs, pris en moyenne au-delà de leurs hétérogénéités, ont encore des comportements qui leur sont propres, les différences s'estompent et tiennent plus aux formes spécifiques de leur activité professionnelle qu'au maintien d'improbables traditions. Les enquêtes de 1973, 1981 et 1988 sur les pratiques culturelles des Français (ministère de la Culture, 1990) sont à cet égard d'autant plus intéressantes pour

* Professeur à l'Institut de Géographie, Université de Toulouse Le Mirail.

notre propos que la finesse de leurs résultats permet de comparer agriculteurs d'une part et ruraux non agricoles d'autre part.

Les agriculteurs sont plus attachés à la lecture d'un journal quotidien (60 %) que les ruraux (47 %) proches de la moyenne (43 %). Mais ruraux et agriculteurs sont ensemble très au-dessous de la moyenne pour la lecture d'un hebdomadaire d'informations (7 et 8 % contre 15 %). Le nombre d'heures passées devant la télévision montre les agriculteurs distancés : 15 heures en 1973 et 17 heures en 1988 « seulement », alors que ruraux et Français moyens, de façon égale, sont passés de 16 à 20 heures. L'équipement des ménages en appareils de musique enregistrée met ruraux et agriculteurs dans une même infériorité : 23 % de walkmans et 4 à 5 % de lecteurs de disques compacts chez les uns et les autres, contre des moyennes de 31 et 11 %. Ils sont aussi « en retard » pour l'écoute fréquente de la musique enregistrée, les agriculteurs surtout : cette pratique concerne 5 % des ménages agricoles en 1973 et 15 % en 1988, 6 et 21 % des ménages ruraux, 15 et 33 % des ménages français aux mêmes dates.

Agriculteurs et ruraux sont également à la traîne pour la pratique d'activités diverses d'amateurs : 17 et 19 %, contre une moyenne nationale de 27 %. Ils se singularisent de la même façon en ce qui concerne les sorties (du restaurant au spectacle) : 20 et 21 % affirment n'avoir fait aucune sortie dans l'année, alors que la moyenne nationale n'est que de 15 % ; 68 et 65 %, en particulier, n'ont fait aucune sortie de type culturel (moyenne 55 %).

Au total, entre agriculteurs et ruraux, les ressemblances l'emportent bien sur les différences. Sans doute les facteurs de niveau de revenus (ils sont considérés globalement comme inférieurs de 10 % au moins à la moyenne nationale en zone rurale) et le facteur de distance à la ville interviennent-ils dans cette assimilation d'une façon importante. Mais on ne peut éviter de prendre en considération, dans les hypothèses explicatives, l'ensemble du mode de vie qui rapprocherait agriculteurs et ruraux et maintiendrait une singularité par rapport aux citadins.

Resterait à voir alors, si, comme l'affirmaient Cl. et Ch. Grignon (1980), les pratiques originales des agriculteurs dans le domaine alimentaire constituent encore « en vérité l'un des points de résistance du style de vie paysan ». Or, si les paysans mangent plus de pain, de lapin et de volaille, boivent plus de vin ordinaire et moins de whisky que la moyenne, n'est-il pas surtout significatif que la part des différents produits dans leur consommation alimentaire à domicile, autoconsommation incluse, soit tout à fait semblable à celle des autres ruraux, et même de l'ensemble de la population ? 40, 39 et 38 % pour viandes et poissons, 11, 10 et 10 % pour les légumes, 10 % partout pour les produits laitiers, 5, 6 et 6 % pour les fruits... Il est vraisemblable aujourd'hui que, dans le contexte de la distribution standardisée de masse, les cultures culinaires spécifiques sont plus liées aux traditions régionales que professionnelles. Et, dans ce cas, disparaissant moins vite à la campagne qu'à la ville, elles seraient encore, entre paysans et ruraux, le lieu d'une convergence.

NOUVEAUX RAPPORTS

Le système des rapports, au sein de ce petit univers, d'interconnaissance qu'est le village, représente un échec d'autant plus difficile à démêler que les facteurs subjectifs, pour ne pas dire affectifs, y prennent le dessus, souvent, sur les facteurs objectifs. La commande des relations entre les individus, entre les familles, est alors affaire de sentiments plus que de rationalité. C'est dans ce contexte qu'il faut examiner les relations établies entre les agriculteurs et « les autres », sans oublier qu'il ne s'agit évidemment pas du rapport d'un groupe constitué avec d'autres groupes, mais plutôt d'une collection de rapports interpersonnels. Autre chose sera d'analyser, plus loin, le rôle des agriculteurs en tant que tels dans la vie collective du village.

Parmi les agriculteurs, on observe que les entrepreneurs modernistes ont généralement un type de sociabilité qui tend à exclure les relations villageoises de proximité. L'espace relationnel qu'exige leur activité professionnelle s'étend bien au-delà des bornes communales et leurs pratiques solidaires ne les lient qu'à des partenaires de leur niveau. Leur mode de vie même, l'emploi de leur temps de loisir en particulier, les éloignent de la fréquentation locale d'autres villageois. Ils ont peu de chose à leur offrir, peu de chose à leur demander.

La position des agriculteurs des autres catégories est tout autre, mais plus difficile à définir du fait de leur diversité. La tentation est grande de fonder l'analyse sur les comportements d'une paysannerie traditionnelle bien connue, quoiqu'en voie de disparition, et qui donnait le ton à la vie villageoise. En son sein, les éléments d'homogénéité et de solidarité ne faisaient que renforcer une sociabilité basée sur des relations d'interdépendance et d'échanges : les querelles opposant les familles soulignaient, plutôt qu'elles ne contrariaient, l'étroitesse et la pesanteur des liens. Par leur appartenance familiale, par leur mode de vie, artisans, commerçants, ouvriers même, participaient de cette paysannerie à l'intérieur de laquelle les relations multiformes rythmaient la vie quotidienne. Mais le changement contemporain, en différenciant les rôles, a bouleversé le système social, ne laissant plus qu'une place restreinte aux restes de cette paysannerie traditionnelle.

Sans doute faut-il encore faire une place à part, dans l'étude de la question des rapports entre les agriculteurs et les autres, à cette catégorie très floue et pourtant bien observée que je qualifierais volontiers comme celle des « paysans modernes », résistants au modèle dominant selon Pernet (1982), exploitants ruraux selon Muller (1987). Ils sont à la périphérie -mais pas à la marge- du système central de l'agriculture, mais on ne peut parler d'eux (comme on le fait trop souvent) comme des représentants d'une économie duale. En fait, ils construisent implicitement un modèle de mise à profit des carences et dysfonctionnements de l'agriculture industrielle en alimentant des marchés locaux, régionaux ou spéciaux en produits qualitativement distinctifs. D'un autre côté, ils construisent un modèle de comportement nouveau pour des agriculteurs, recherchant une certaine maîtrise de leur temps et de leurs efforts de travail, valorisant des éléments de loisir et de culture, accordant à la sociabilité une place de choix dans l'organisation de leur vie quotidienne. C'est

pourquoi ces paysans modernes jouent un rôle important dans l'évolution et la tonalité du système des relations au village.

Les échanges marchands ont changé de nature. D'une part, les agriculteurs ont de moins en moins recours aux artisans et commerçants du village : ils réparent souvent leurs machines eux-mêmes et n'hésitent pas à se lancer dans l'« auto-construction » par nécessité d'économie, tandis qu'ils s'approvisionnent à la ville. D'autre part, l'offre de produits agricoles qu'ils pourraient proposer aux autres villageois est de plus en plus restreinte du fait de la spécialisation des systèmes de production. Cependant, des facteurs nouveaux, et non négligeables, tendent aujourd'hui à rétablir certaines formes de rapports marchands : la recherche de sociabilité et la valorisation de la vente directe. Agriculteurs et ruraux non agricoles apprécient les occasions de contacts que procurent les achats à la ferme. Alors que les lieux de rencontre qu'étaient les cafés, les magasins disparaissent, les visites occasionnées par l'achat de lait, œufs, volaille, légumes, établissent ou resserrent des liens, renforcent l'interconnaissance et le vécu collectif. La vente directe, outre ces avantages, répond d'ailleurs dans la clientèle à un besoin renouvelé de produits de qualité, reconnus comme naturels parce que frais et non transformés.

Quant aux rapports économiques non marchands, ni comptabilisés ni institutionnalisés, ils sont par définition informels : ils recouvrent un ensemble de services gratuits ou réciproques, de dons et d'échanges. On les observait couramment dans les sociétés rurales traditionnelles non seulement entre paysans mais entre les paysans et les autres. Ils étaient souvent porteurs du respect d'un ordre social dans lequel le paysan devait dons et services à ceux qui le protégeaient, l'instruisaient ou tout simplement se situaient à un échelon supérieur dans la hiérarchie sociale. L'éclatement de la société et la diversification de la population ont fait abandonner ces pratiques inégalitaires ; mais les rapports économiques non marchands persistent sous d'autres formes.

Entre les paysans modernes et les retraités agricoles, ils paraissent tout naturels. Nombreux sont les retraités toujours actifs qui participent au travail dans l'exploitation de leur successeur. D'autres, qui ont vendu leurs terres et leur matériel, pratiquent une agriculture d'autoconsommation qui dépasse le jardinage. S'ils ont besoin du passage du tracteur et du fumier de l'exploitant, de paille et de grains, ils règlent parfaitement leurs dettes non comptables par des produits du jardin et de la basse-cour et plus souvent par des « coups de main » aux moments nécessaires. Avec les retraités non agricoles, surtout s'ils ne sont pas originaires de la communauté, les rapports sont plus distants et plutôt, lorsqu'ils existent, d'ordre marchand : c'est ainsi que d'anciens ouvriers professionnels ou artisans peuvent faire rémunérer du travail « au noir ».

Avec les actifs non agricoles, surtout quand ils n'exercent pas leur activité au village, les rapports non-marchands dépendent plus du type de relation sociale que du besoin, et c'est donc en général au sein de la parentèle qu'ils s'établissent. Le cas de la construction ou de la réparation de maisons, de hangars, a été décrit en Bretagne par Martine Segalen (1980) : une affaire d'hommes, écrite, où père, frères, beaux-frères se réunissent pour effectuer les travaux, les contreparties s'inscrivant dans un ave-

nir flou mais contraignant. Là aussi, sont unis les paysans et les autres, dans un réseau de solidarité qui peut trouver son origine dans une opération aussi importante que le don de terrain. On conçoit qu'il s'agisse alors surtout de relations intra-familiales.

De la même façon, ce sont celles-ci qui règlent le système complexe d'échanges entre les paysans et leurs enfants ou neveux résidant hors du village et même du « pays », projetant ou non d'y revenir. Les avantages que ceux-ci tirent de ces relations sont tellement flagrants et palpables qu'on y voit seulement de l'exploitation à sens unique : les coffres de voitures pleins de victuailles au retour à la ville sont là pour l'attester. Mais, en dehors du soutien moral représenté par les visites à des parents plutôt isolés, l'utilité de coups de main temporaires pour la vie même de la ferme est indéniable. A certaines époques, qui sont justement celles des déplacements de loisir des familles citadines, les travaux des champs requièrent une force de travail qui ne peut être fournie par les seuls exploitants. Sans l'appoint des vacanciers, certaines exploitations traditionnelles de montagne, par exemple, ne pourraient pas assurer l'indispensable rentrée des foins et leur survie serait dangereusement menacée.

Sur un tout autre plan, mais en interaction évidente et d'une façon non moins révélatrice, les rapports culturels des paysans avec le reste de la population, permanente et temporaire, ne laissent pas d'être ambigus. On a vu, à propos des modes de vie et des pratiques culturelles, qu'agriculteurs et ruraux non agricoles s'étaient considérablement rapprochés. Il n'en reste pas moins que les paysans sont les dépositaires d'une culture faite de traditions, de savoirs, de savoir-faire, dont on peut contester l'originalité et l'authenticité mais qui constitue pour tous une référence productrice ou porteuse d'identité. Ce sont les paysans qui fournissent à la société locale les éléments de reconstitution d'un passé que les fêtes, en particulier, tentent d'enraciner dans les esprits. Ce sont aussi les paysans qui transmettent, ou devraient transmettre, la connaissance de la nature et de ses lois. Si les enfants du village ne s'imprègnent pas de cette culture de contact, que seront-ils d'autre que des petits citadins ?

Les rapports économiques marchands et non marchands, les rapports sociaux et les rapports culturels, associant les agriculteurs au reste de la population villageoise, permanente ou temporaire, ne peuvent donc être tenus pour négligeables. Ils le sont d'autant moins que les agriculteurs gardent une place et un rôle plus que proportionnels à leur nombre dans la vie collective des sociétés rurales.

LES AGRICULTEURS DANS LA VIE COLLECTIVE

En dehors des actives relations interpersonnelles, la vie collective du village s'exprime dans les associations et dans la politique municipale. Associations et municipalités, plus souvent complémentaires que concurrentes même si les conflits ne sont pas rares, participent d'ailleurs de la même logique et ressortissent donc au même type d'analyse. La question de la participation des divers groupes sociaux à la vie collective et donc leur représentation dans les instances dirigeantes est centrale pour traiter des relations politiques entre agriculteurs et ruraux non agricoles.

L'histoire sociale des communautés rurales explique la sur-représentation généralisée des agriculteurs. Celle-ci est

révélee par la proportion encore très élevée des maires pay-sans (33 % en 1989, 42 % en 1983) et par la composition « très agricole » des conseils municipaux. A ce phénomène correspond en négatif une sous-représentation accentée des ouvriers, qui constituent pourtant souvent la catégorie socio-professionnelle la plus importante, tandis que s'accroît l'offensive des nouvelles couches moyennes : professions intermédiaires et cadres.

La sur-représentation des agriculteurs ne peut être considérée comme anormale qu'en fonction du nombre de ceux-ci : elle ne l'est évidemment pas si on considère leur poids réel et le pouvoir qu'ils détiennent sur l'espace. Ce sont les propriétaires et les usagers. Rien d'étonnant donc, en dehors même des pesanteurs traditionnelles, au fait que les stratégies s'élaborent autour d'eux, qu'ils les maîtrisent ou qu'ils les subissent.

Ces stratégies, dans le petit monde des villages, impliquent des systèmes d'alliance dont la diversité défie toute généralisation. Même sans tenir compte des facteurs personnels, voire affectifs et héréditaires, qui commandent souvent ces alliances, il est clair en effet qu'elles n'obéissent pas à une logique simple. Voici des jeunes agriculteurs qui veulent se débarrasser d'une administration communale amorphe, dominée par les anciens : ils s'allieront à de jeunes ruraux non agricoles et feront coïncider les oppositions de générations avec leur projet de développement. Mais voici d'autres jeunes agriculteurs qui se méfient des ambitions urbanisantes de nouveaux venus ; ils feront donc bloc avec les anciens et ce sera la constitution d'un front de résistance paysanne. Ailleurs encore, les oppositions se cristalliseront autour de l'affrontement traditionnel de grandes familles qui recruteront en dehors de tout projet les alliés les plus susceptibles de leur apporter des voix. Aux élections municipales, qu'il s'agisse de la formation d'une liste unique, de plusieurs listes ou même de candidatures personnelles, c'est toujours la collectivité tout entière qui est impliquée et les alliances qui s'établissent dans le cadre de stratégies collectives ou individuelles, même sous le couvert de « questions de personnes », ont toujours un sens.

Car les enjeux ne sont pas minces, au niveau local. Et si certains d'entre eux peuvent éventuellement concerner le développement sectoriel -l'implantation d'une activité, par exemple-, la plupart se rapportent à l'espace et à l'environnement et intéressent donc au premier chef leurs producteurs et utilisateurs principaux : les agriculteurs. Les conflits liés au cadre et à la qualité de la vie sont souvent spectaculaires et soulignés par les médias. C'est vrai que le citadin qui a choisi de vivre à la campagne a parfois du mal à tolérer des contraintes qu'il n'avait pas prévues, comme le chant nocturne des coqs, le démarrage des tracteurs à l'aube ou l'odeur des ensilages. Mais il est évident que des affaires autrement importantes agitent les sociétés rurales, mettant en jeu les rapports des agriculteurs avec « les autres ».

Les conflits autour de l'usage et éventuellement de l'aliénation des communaux sont encore assez fréquents dans les zones reculées. Mais d'autres conflits, plus modernes, occupent désormais le devant de la scène. Il s'agit, d'une façon ou d'une autre, des projets d'utilisation de l'espace à des fins résidentielles ou de loisir : extension et équipement de périmètres constructibles autour des villages et hameaux avec éventuel établissement d'un Plan

d'Occupation des Sols, installation de plans d'eau, de golfs, de pistes de ski, etc. A cet égard, les décisions à prendre sont loin d'affronter régulièrement les paysans aux autres car les propriétaires des terres ont des comportements différents selon leurs intérêts du moment : certains se battront pour préserver leur instrument de travail et réagiront à toute menace directe ou indirecte contre leur stratégie d'exploitation ; d'autres, au contraire, intrigueront pour tirer de la vente de parcelles, ou même de leur propriété entière, le maximum de profit. Entre vendeurs et résistants, le conflit peut prendre des allures d'autant plus dramatiques que d'autres groupes sociaux sont amenés à s'engager dans la fracture créée au sein même du monde paysan.

Mais la question qui revêt peut-être le plus d'acuité désormais n'est-elle pas celle de la destination des espaces rendus disponibles par les fermetures d'exploitations sans successeurs ni repreneurs ? Leur maintien dans l'espace productif, leur boisement ou leur enrichissement sont une affaire qui concerne au premier chef les agriculteurs mais qui affecte la collectivité tout entière. En principe, les décisions, actives ou passives, sont à cet égard d'ordre privé, mais les transformations qu'elles peuvent engendrer sur l'environnement leur confèrent un intérêt public. La politique municipale et la politique de l'Etat y sont donc ou devraient y être directement impliquées. Lorsqu'on sait le peu de succès que rencontrent auprès des élus les procédures de zonage agricole et foncier, lorsqu'on connaît, d'autre part, les avantages donnés aux propriétaires pour les plantations forestières, on peut se demander si la maîtrise de l'utilisation du sol ne constitue pas dès aujourd'hui l'enjeu majeur et très nouveau auquel vont avoir à faire face de nombreuses collectivités rurales. Le rôle des agriculteurs sera dès lors, une fois de plus, déterminant et, pour beaucoup, la conscience de la convergence de leurs intérêts avec ceux du reste de la collectivité devrait provoquer un resserrement des liens. Que serait en effet, pour les uns et pour les autres, un territoire déchiqueté, rendu presque inaccessible par les enrichissements et boisements dispersés, et dont l'entretien deviendrait de plus en plus coûteux ?



L'alliance nécessaire entre agriculteurs et ruraux n'est pas évidente, elle n'est pas inscrite dans les tendances : elle est à construire. La responsabilité en incombe aux partenaires sur le terrain, cela va de soi. Mais le mouvement social dans lequel ils pourront trouver leurs motivations ne naîtra pas de leurs seules volontés. Il y faut une détermination de la part d'organisations professionnelles agricoles, dont les longues réticences à prendre en compte la pluriactivité, par exemple, justifie une certaine inquiétude quant à la capacité d'élargissement de leurs stratégies. Il y faut une volonté de l'Etat, non seulement dans l'imagination de la politique gouvernementale mais encore, et surtout, dans les choix de programmes et d'actions régionales et départementales de ses organes décentralisés. Il y faut enfin aussi une prise de conscience des observateurs scientifiques, des faiseurs d'études et de plans. La plupart des analyses sur les sociétés rurales ne fournissent de connaissance détaillée que sur la paysannerie. La plupart des programmes de développement rural ne portent que sur les activités non agricoles. Ce divorce est nuisible.

BIBLIOGRAPHIE

GRIGNON Cl. et CH. (1980). — Styles d'alimentation et goûts populaires. *Revue française de Sociologie*, n° 4, 1980.

KAYSER B. (sous la direction de) (1987). — Les agriculteurs et les autres dans la société villageoise. *Géodoc*, n° 30, Toulouse 1987.

KAYSER B. (1990). — *La renaissance rurale*. A. Colin, 1990.

MINISTÈRE de la CULTURE (1990). — *Les pratiques culturelles des Français, 1973-1989*. La Découverte - La Documentation française 1990.

MULLER P. (1987). — Un métier né de la crise : exploitant rural. *Sociologie du Travail*, n° 4, 1987.

PERNET F. (1982). — *Résistances paysannes*. Presses Universitaires de Grenoble, 1982.

SEGALEN M. (1980). — Faire construire, résistances et contre-pouvoirs familiaux en Bretagne. *Economie et humanisme*, n° 251.